

Concours : Concours complémentaire 2nd gradeEpreuve : Note de synthèse

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.

La judiciarisation de la vie publique

Bernard STIRN, Président de section honoraire au Conseil d'Etat indique que " l' autorité des juges s' accroît dans le monde aujourd'hui " (doc 1) .

Cette intervention croissante du juge pose la question de l'équilibre des pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire et de celle de l'empiètement du juge sur les prérogatives du politique .

la judiciarisation de la vie publique par l'ouvroissement du rôle du juge est avérée (I) et critiquée (II) .

I - Une judiciarisation avérée de la vie publique

la judiciarisation de la vie publique a fait l'objet d'un développement progressif (A) et encadré (B) .

A - Un développement progressif

D'une part, le rôle du juge administratif s'est développé en 1950 lorsque le Conseil d'Etat a reconnu un droit au recours pour excès de pouvoir (doc 7) tant pour les actes administratifs que les décisions juridictionnelles (doc 1) . Le droit au recours a été définitivement consacré en 1996 par le Conseil constitutionnel sur le fondement de l'article 16 de la Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen (doc 1) .

Le juge administratif exerce initialement un contrôle limité à l'even manifeste d'appréciation (doc 1) - Il a

N°

1./4

par la suite étendu l'intensité de son contrôle avec le contrôle normal au entier (doc 1). Depuis l'arrêt Benjamin, le juge administratif effectue un contrôle entier au moyen d'un triple test, en vérifiant si la mesure est nécessaire, adaptée et proportionnée. (doc 1).

D'autre part, le rôle du juge a été modifié par les droits de l'Homme résultant de la Convention européenne des droits de l'Homme (doc 2). Les juges sont les gardiens des droits (doc 2) - Ils s'auto-définissent comme gardiens des libertés ou sont définis par les textes constitutionnels comme gardiens des droits (doc 2). Le Conseil de l'Etat, dont ce n'était pas la vocation première aujourd'hui les libertés (doc 2). Une 1^{ère} vague de judiciarisation a eu lieu dans les années 1990 avec la naissance du Tribunal pénal international par l'ex Yougoslavie et par le Rwanda et l'affaire du sang contaminé (doc 3). Il y a une nouvelle vague avec la pandémie, qui s'est traduite par des procès sans agresseurs (docs 1 et 3).

B - Un développement encadré

D'une part, le rôle du juge judiciaire est limité par le fait qu'il ne peut pas s'auto-saisir (doc 4). Le Conseil constitutionnel a rappelé dans une décision du 7 décembre 2012 que s'auto-saisir est incompatible avec le principe d'impartialité des juridictions et donc de leur indépendance (doc 4). Le juge dépend donc des pétitions des justiciables (doc 4). En outre, il ne peut pas statuer par des dispositions générales et réglementaires (docs 1 et 4), la judiciarisation de la vie publique et l'agrandissement du rôle du juge résulte de la multiplication des normes de mauvaise qualité, ^(docs 1 et 6) qui créent un espace pour le juge pour les interpréter (docs 1 et 11).

D'autre part, le législateur peut changer la loi lorsque une décision juridictionnelle ne lui convient pas (doc 1) même si cette possibilité est plus difficile quand une disposition a été écartée par le juge au nom du contrôle de constitutionnalité ou de proportionnalité (doc 1).

II - Une judicialisation critiquée de la vie publique

La judicialisation de la vie publique est critiquée (1) et des solutions sont proposées pour y remédier (3).

A - Une judicialisation critiquée dans son étendue

D'une part, l'étendue de l'intervention du juge administratif est critiquée (doc 7). La justice administrative serait trop indulgente, complaisante au besoin de l'administration (doc 7) et elle tend à étendre son action au-delà du contrôle de légalité (doc 7). Ainsi, le juge administratif s'est prononcé dans le champ économique et environnemental, et social (doc 1). Les décisions récentes soulèvent l'interrogation d'un contrôle en opportunité car la frontière entre le contrôle de l'erreur manifeste d'appréciation et le contrôle en opportunité de la décision publique apparaît floue (doc 1 et 9).

D'autre part, la judicialisation est critiquée au regard de la responsabilité pénale des membres du gouvernement qui remplaceraient la responsabilité politique (doc 10). Ainsi, pendant la crise sanitaire du COVID 19, le Cour de justice de la République, compétent pour juger des crimes et délits commis par les ministres dans l'exercice de leurs fonctions (doc 5) a reçu 19685 plaintes entre le 28 juillet et le 31 juillet 2021 alors qu'il en recevait une quarantaine avant (doc 1) et même le parquet de Paris a reçu de nombreuses plaintes (doc 1).

B - Des solutions proposées face à la judicialisation

D'une part, il est proposé un meilleur dialogue entre le pouvoir judiciaire et législatif. Ainsi, le Cour de cassation propose la création d'un conseil de juridiction de la Cour pour mettre un dialogue ouvert avec l'exécutif et le législatif (doc 8).

D'autre part, il est proposé de permettre au pouvoir législatif de formuler des observations pour certains affaires à l'arrêt en appel (doc 9).

et d'enrichir de manière plus ferme l'office du juge -
(doc 9), le législateur pourrait décider que certaines
décisions redevenaient des mesures d'ordre intérieur
insusceptibles de recours et que certains domaines
relèvent d'un contrôle restreint de juge administratif
(doc 9).